

Burundi : un ancien Premier ministre comparaît en justice

À 10h00, @rib News, 28/09/2023 â€“ Source AFP Un ancien tout puissant Premier ministre du Burundi, Alain-Guillaume Bunyoni, a comparu jeudi devant un tribunal, accusé de saper la sécurité nationale et d'insulte au président, ont rapporté une source judiciaire et des témoins. Alain-Guillaume Bunyoni, qui était Premier ministre depuis juin 2020, a été démis de ses fonctions en septembre 2022, quelques jours après que le président Evariste Ndayishimiye avait dénoncé des velléités de "coup d'Etat".

Il avait été remplacé par le ministre de l'Intérieur Gervais Ndirakobuca. M. Bunyoni était de longue date considéré comme le véritable numéro deux du régime et le chef de file des durs parmi les généraux oeuvrant dans les coulisses du pouvoir. Il a été arrêté en avril dernier dans la capitale économique Bujumbura, la veille de son 51e anniversaire, et est depuis détenu dans la capitale politique Gitega. Le procès a débuté devant la Cour suprême dont l'audience s'est tenue en prison. "Le général Bunyoni a comparu avec ses six coaccusés dans une salle spécialement aménagée de la prison centrale de Gitega, ce matin de 11 heures à 13 heures, devant une cinquantaine de personnes dont une de ses filles", a annoncé à l'AFP une source judiciaire ayant requis l'anonymat. Des témoins ont indiqué à l'AFP qu'il était vêtu à l'audience de l'uniforme vert caractéristique des prisonniers au Burundi. Selon la source judiciaire, il a dénoncé "les conditions terribles" de sa détention. Il n'a droit qu'à 30 minutes "d'exposition" au soleil, selon son récit. "Je souffre d'un grave diabète de type B. Si un incident m'arrivait, je ne pourrais pas m'en sortir car cela nécessite la présence des deux managers pour ouvrir les 3 portes qui mènent à ma cellule", a dit le général Bunyoni, en demandant d'être remis en liberté sous caution. Le tribunal doit rendre sa décision sur cette requête dans les 48 heures. Il est accusé de "saper la sécurité intérieure de l'Etat, de saper le bon fonctionnement de l'économie nationale, et d'enrichissement personnel". Il est aussi accusé de détention illégale d'armes et insulte au président. Proche allié de l'ex-président Pierre Nkurunziza, M. Bunyoni était une figure influente du parti au pouvoir, le CNDD-FDD. Si la communauté internationale a salué une certaine ouverture du pays depuis l'arrivée au pouvoir d'Evariste Ndayishimiye en juin 2020 après la mort soudaine de Pierre Nkurunziza, une commission d'enquête de l'ONU affirmait en septembre 2021 que la situation des droits de l'Homme restait "désastreuse" au Burundi. Enclavé dans la région des Grands Lacs, il est le pays le plus pauvre au monde en terme de PIB par habitant selon la Banque mondiale.